



Source le Point.fr 08/06/19 à 08h18

Macron est le meilleur président de droite qu'on ait eu depuis un certain temps



EXCLUSIF. [Emmanuelle Mignon](#), l'ex-conseillère (chef de cabinet ndlr) de Nicolas Sarkozy, revient sur la débâcle de LR et la captation de l'électorat de droite par LREM. **PROPOS RECUEILLIS PAR FLORENT BARRACO**

C'est une femme de l'ombre à la parole rare. Une parole désormais libre. Emmanuelle Mignon a été conseillère de Nicolas Sarkozy de 2002 à 2009 avant de revenir aux côtés du président-candidat en 2012. Si elle travaille aujourd'hui au sein d'un cabinet d'avocats d'affaires, l'ex-directrice de cabinet du président Sarkozy garde un œil avisé sur la politique. Et la débâcle des Républicains aux européennes (8,48 % pour la liste menée par François-Xavier Bellamy, classée quatrième) a soulevé chez elle une inquiétude : la droite républicaine peut-elle mourir

? Au-delà des batailles de chef, celle qui a bâti en grande partie le programme du candidat Sarkozy souhaite que Les Républicains revoient l'intégralité de leur logiciel et exclut toute alliance avec le Rassemblement national, comme le suggèrent certains à droite. Dans le long entretien qu'elle nous a accordé, Emmanuelle Mignon revient également sur les deux premières années du mandat d'Emmanuel Macron et les ressemblances entre lui et Nicolas Sarkozy dans l'exercice du pouvoir.

Le Point : 8,48 % aux dernières européennes, un chef qui démissionne, une famille divisée... La droite traverse la plus grave crise de son histoire contemporaine.

Comment en est-on arrivé là ?

Emmanuelle Mignon : C'est un phénomène qui vient d'assez loin et c'est très injuste, même si c'est la cruauté de la vie politique, de faire porter la responsabilité de cette situation à François-Xavier Bellamy et plus encore à Laurent Wauquiez. Les électeurs de la droite républicaine ont d'abord sanctionné ce qui s'est passé en 2017, avec un candidat qui, derrière son apparence de probité et d'intégrité, avait, semble-t-il, même s'il est présumé innocent, des choses à cacher. Ajoutez à cela une incapacité confondante à substituer un plan B – qui aurait pu fonctionner – à cause de la guerre des chefs ! N'ayant pu sanctionner cette mascarade en 2017, faute de solution alternative, les électeurs de droite se sont rattrapés en 2019. Et puis cela vient de plus loin encore. Je le dis avec beaucoup de franchise : cela vient du quinquennat de Nicolas Sarkozy, qui avait beaucoup promis en 2007, sans doute trop, et sur ce point, j'ai ma part de responsabilité, mais qui n'a pas été à la hauteur des promesses faites, tant sur le plan économique que sur le régalién.

Comment expliquer que La République en marche ait capté une partie de l'électorat de droite ?

Il faut dire les choses comme elles sont : Emmanuel Macron est le meilleur président de droite qu'on ait eu depuis un certain temps. Il faut toutefois faire attention : l'élection européenne n'est pas l'élection présidentielle. Les projections sur 2022 sont hâtives. Si Emmanuel Macron fait des réformes qui vont dans le sens souhaité par l'électorat de droite, on reste loin de ce qu'un électeur de droite considère comme nécessaire pour redresser vraiment le pays. Je crois aussi que les Français sont pragmatiques. Quoi qu'ils fassent, le quinquennat d'Emmanuel Macron ira à son terme : autant lui donner la possibilité de poursuivre son mandat dans de bonnes conditions. C'est en 2022 qu'ils feront les comptes !

Quand on vous écoute, vous dédouane presque complètement Laurent Wauquiez...

Oui. Sa démission laisse les vraies questions béantes. Et je constate que, depuis qu'il est parti, la situation s'aggrave !



La liste portée par François-Xavier Bellamy a réuni 8,48 % des suffrages aux élections européennes.

Que doivent faire Les Républicains ?

Arrêter de dire « c'est le problème Bellamy ou le problème Wauquiez » ; ce sont des maux qui viennent de plus loin. Tenir compte des erreurs du passé et repenser ce qu'ils sont en prenant en considération les mouvements très profonds qui traversent la société française – et en réalité toutes les sociétés occidentales : l'écologie, le brassage sociologique et culturel né des migrations, les transformations de la démocratie, la mondialisation, l'intelligence artificielle et la robotisation.

Laurent Wauquiez, dans [son interview au Figaro](#), regrette de ne pas avoir assez parlé d'écologie. Est-ce un axe de relance de la droite ?

La préoccupation écologique est partagée par tous et c'est une bonne chose. La droite a sûrement des choses à dire sur la manière dont on réduit notre impact environnemental sans perdre notre qualité de vie et sur la façon dont on partage l'effort.

Lire aussi Pourquoi la démission de Wauquiez est une mauvaise nouvelle pour Macron Faut-il lever le tabou d'une alliance avec le Rassemblement national comme le suggérait déjà en 1997 Jean d'Ormesson dans le Figaro, comme l'ont repéré [nos confrères du Monde](#) ?

Ce serait une impasse complète. D'abord, pour des raisons de culture. Les partis politiques ne peuvent pas ignorer leur histoire. Comment la droite républicaine pourrait-elle s'allier avec l'extrême droite ? C'est inimaginable pour les gaullistes et pour les centristes. On voit bien que

ceux qui ont tenté l'expérience lors des régionales de 1998 ne s'en sont jamais remis. De plus, si on regarde concrètement les propositions des uns et des autres, par exemple aux européennes, on ne voit pas comment il pourrait y avoir un accord. Le RN veut la modification des institutions européennes et la suppression de la Commission. LR ne peut pas être d'accord avec cette proposition. Le RN proposait la suppression de la directive sur les travailleurs détachés. Cela ne peut pas être dans les propositions de la droite républicaine. Je pourrais multiplier les exemples. Idem pour les questions économiques. Je ne vois pas comment une alliance pourrait être possible, car ce qui éloigne LR du RN est plus important que ce qui les rapproche. Enfin, en termes de pure cuisine politique, ça me paraît clair : une partie des Républicains quitterait LR et le Rassemblement national mangerait ce qui reste. Si, effectivement, l'objectif est de plier boutique et se faire racheter par le plus offrant, qu'ils y aillent. Mais pour moi, c'est impossible.

Si on regarde dans l'Histoire, la droite républicaine tenait un discours proche de celui du RN : sur l'Europe par exemple à la fin des années 1970 avec l'appel de Cochin ou en 1990 sur l'immigration...

L'électorat de droite évolue avec son temps. Heureusement ! Il n'a plus rien de commun avec l'appel de Cochin. Et les positions sur l'immigration évoluent aussi à la faveur d'une plus grande mixité. Ce n'est pas parce qu'on trouve des thématiques et des approches communes entre le Rassemblement national aujourd'hui et ce qu'a été une partie de la droite, le RPR essentiellement, à la fin des années 1970 ou même à la fin des années 1980, que l'on doit souhaiter un rapprochement avec le Rassemblement national. De toute façon, cela ferait partir définitivement une partie de l'électorat des Républicains.

Ils sont déjà partis...

Je ne pense pas. Ils ont envoyé un signal dans ces élections. Encore une fois, ce sont des élections européennes. Et si Emmanuel Macron a récupéré l'électorat de droite, c'est qu'il existe encore un électorat de droite !

Nicolas Sarkozy, en 2007, avait droitisé son discours pour siphonner les voix du FN et cela avait fonctionné.

Il a veillé à ne pas apparaître comme trop libéral. Cela avait provoqué des tensions dans l'équipe de campagne et explique en partie les ambiguïtés de son quinquennat sur le plan économique. Et il a effectivement ramené à lui l'électorat frontiste par des propositions fortes sur le régalien. Mais la caractéristique de son discours en 2007, c'est le caractère extrêmement ouvert de ses propositions, couvrant tout le spectre de l'électorat de droite, et dont certaines, franchement et sincèrement, à gauche. C'est à partir de 2010 que la ligne s'est resserrée. Je note, parce que cela me paraît important et à mettre à son crédit, qu'aussi bien en 2007 qu'en 2012, il y a eu un vrai choix alternatif pour les Français puisqu'on a eu au deuxième tour le choix entre un candidat de gauche de gouvernement et un candidat de droite de gouvernement. La droite peut retrouver un logiciel gagnant comme en 2007, mais il ne peut pas être le même. Cela suppose un travail tout à fait considérable sur elle-même.

En 2017, le choix entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen était également un vrai choix entre, comme l'a dit le président de la République, les progressistes et les populistes. N'est-ce pas là le vrai clivage ?

Si c'est le vrai clivage, alors c'est le vrai vertige parce qu'à force de dire aux Français, c'est moi ou le RN, on finira par avoir le RN. Pour moi, l'enjeu le plus délicat est de savoir comment on arrive à continuer à faire nation dans une France effectivement divisée entre, d'un côté, les gagnants de la mondialisation, de l'autre, les perdants ou ceux qui ont le sentiment de perdre. Si le jeu politique se réduit à un choix entre Emmanuel Macron, qui porterait les espoirs des gagnants de la mondialisation, et des partis politiques dispersés qui ne parleraient qu'aux perdants, on se prépare des lendemains difficiles parce que la question, pour que le pays regarde l'avenir positivement, c'est de pouvoir réunir dans une même espérance les privilégiés et les moins privilégiés, comme avaient su le faire de Gaulle ou Mitterrand. La démocratie doit avoir deux poumons, tournés vers le progrès, mais qui parlent au peuple, ayant en commun l'essentiel des valeurs républicaines, tout en permettant l'alternance. Et en cas de crise, comme la vague d'attentats de 2015 et 2016, ceux qui gouvernent peuvent s'appuyer sur ceux qui ne gouvernent pas pour faire nation ensemble. C'est important aussi.

Il faut clairement abandonner les sujets de mœurs. Les Français sont devenus libéraux : les gens vivent comme ils veulent

Sébastien Lapaque expliquait que la droite s'était coupée du peuple, car ses leaders avaient choisi de défendre des « causes perdues » (IVG et lutte contre le mariage homosexuel) et s'étaient positionnés sur des débats moraux. Comment peut-elle retrouver les classes populaires ?

Il faut clairement abandonner les sujets de mœurs. Je l'avais dit à Nicolas Sarkozy quand il avait repris la tête de l'UMP en 2014. Les Français sont devenus libéraux : les gens vivent comme ils veulent. D'ailleurs, si la droite avait été plus intelligente et avait tenu ses promesses, elle aurait fait l'union civile et il n'y aurait peut-être pas eu les débats sur le mariage pour tous. Il faut à mon avis d'urgence abandonner ces thématiques-là.

Marion Maréchal sera toujours Marion Maréchal-Le Pen

On a beaucoup évoqué le programme et la ligne politique, mais, à droite plus qu'ailleurs, le problème n'est-il pas dans l'incarnation, dans le leadership qui impose sa ligne ?

On a le pire du passé, la guerre des chefs, et le pire du présent, la confusion des esprits. Heureusement qu'on a encore les grognards pour rappeler que la vie politique, c'est la fidélité dans l'adversité, l'intérêt collectif avant les intérêts individuels, et le sens des responsabilités. Je trouve affligeant l'hallali sur Laurent Wauquiez qui a eu le courage de se présenter à la

présidence des Républicains dans un moment où la situation était quand même extrêmement difficile.

Certains ont vu une transmission entre Marion Maréchal qui faisait son retour à 18 heures et Laurent Wauquiez qui faisait ses adieux à 20 heures...

Ce n'est pas l'avenir que je souhaite pour ma famille politique. Marion Maréchal sera toujours Marion Maréchal-Le Pen.

Lire aussi Le plan secret de Marion Maréchal pour réunir la droite

Qu'est-ce que la droite aujourd'hui ?

La liberté, et la responsabilité qui en est la contrepartie. Le travail, facteur d'épanouissement individuel. On a des devoirs envers son pays avant d'avoir des droits. Une certaine vision de l'immigration et de l'intégration : les nouveaux venus doivent adhérer – sans perdre leur identité – aux fondamentaux de la culture française. La droite refuse le communautarisme. Le refus de l'égalitarisme. La méritocratie à condition que tout le monde puisse faire valoir son talent et son mérite. Sur ce point, c'est bien que la gauche nous ait ouvert les yeux. Ces valeurs sont éternelles, mais il faut les confronter aux enjeux du monde d'aujourd'hui.

Quel regard portez-vous sur les deux années de quinquennat d'Emmanuel Macron ?

Emmanuelle Mignon lors d'un meeting de Nicolas Sarkozy en 2012. Il a, de manière tout à fait spectaculaire malgré son jeune âge, revêtu les habits du président de la République. Il exerce la fonction avec toute la dignité requise, notamment à l'international. Il y a une centralisation du pouvoir à l'Élysée qui est extrêmement forte, mais c'est dans l'ADN de la Ve République. Ça ne me dérange donc pas outre mesure. Pour lui, en revanche, c'est assez dangereux et on a bien vu que, dans la crise des Gilets jaunes, il était quand même très seul. Nicolas Sarkozy était aussi très directif dans son comportement de président de la République, mais il avait autour de lui une équipe gouvernementale et parlementaire solide. On a beaucoup critiqué les petits déjeuners hebdomadaires de la majorité à l'Élysée, mais cela avait de la tenue. Emmanuel Macron a autour de lui des ministres techniciens, très compétents, mais sans assise politique, des politiques, mais qui ne sont pas des poids lourds, et enfin, des élus de droite dont on peut se demander jusqu'à quand ils seront macronistes puisqu'ils ont déjà quitté une fois leur camp... Cet aréopage est assez fragile.

[La députée Aina Kuric quitte La République en marche \(ndlr\)](#)

Durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, vous étiez l'une des dernières à parler franchement au président de la République. Doit-on bousculer un chef de l'État que l'on conseille ?

C'est le problème du pouvoir en général, qu'il soit politique ou entrepreneurial. Je dis toujours aux étudiants, qui se préparent à devenir chefs eux aussi, que la responsabilité du chef est de veiller en permanence à ce que la parole soit libre autour de lui et à ce que son équipe ne se transforme pas en cour. Si on ne parle pas franchement au président, c'est d'abord la faute du président. C'est un exercice difficile, car avoir une cour est agréable et il faut avoir le courage d'accepter d'entendre ce que l'on ne veut pas entendre. Je cite souvent Confucius : « Le plus

important dans ce que vous devez savoir, c'est précisément ce que vous n'avez pas envie de savoir. » Le général de Gaulle avait une bonne technique : il renouvelait son cabinet tous les trois ans. La parole était plus libre puisqu'il n'y avait pas l'enjeu de durer. La vérité m'oblige à dire que si les conseillers sont souvent timorés, c'est aussi parce que la politique n'est pas une vérité scientifique. Vous ne dites rien parce que vous avez peur de vous tromper. Les meilleures décisions prises par Nicolas Sarkozy, c'est quand il avait le temps de les prendre : il nous réunissait, on discutait d'une décision, chacun donnait son avis. Le président réfléchissait ensuite quelques jours, puis nous réunissait une nouvelle fois pour nous faire connaître sa décision et surtout nous convaincre de son bien-fondé. Un nouveau tour de table était alors organisé qui conduisait généralement à la validation de la décision, mais avec les nuances ou les compléments qui la rendaient vraiment bonne et acceptable par tous. Le problème est qu'à l'Élysée, on n'a généralement pas le temps. Voilà mon modeste conseil à Emmanuel Macron : permettre cette libre discussion.

On a beaucoup comparé Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron dans leur façon de gérer la présidence. Êtes-vous d'accord ?

(Sourires) Il y a beaucoup de points communs, c'est évident. L'Élysée fait perdre en sincérité, mais gagner en épaisseur. On va voir si c'est pareil avec Emmanuel Macron.

Nicolas Sarkozy aurait dit « Emmanuel Macron, c'est moi en mieux »...

C'est en tout cas ce que semble penser l'électorat de droite !